

The background of the cover is a photograph of a lake at night. The sky is dark with some light clouds. A bright rainbow is visible in the center of the image, arching over the water. The lights of a town or village are reflected in the water, and the trees on the shore are silhouetted against the night sky.

RÈGLEMENT N° 0668-2016

DE CONSTRUCTION

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| CHAPITRE 1 | 1-1 |
| DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES | 1-1 |
| SECTION 1 : Dispositions déclaratoires..... | 1-1 |
| 1 Titre | 1-1 |
| 2 Territoire assujetti | 1-1 |
| 3 Remplacement des règlements antérieurs | 1-1 |
| SECTION 2 : Dispositions interprétatives..... | 1-1 |
| 4 Primauté d'application..... | 1-1 |
| 5 Système de mesure | 1-1 |
| 6 Terminologie | 1-1 |
| 7 Définitions spécifiques | 1-1 |
| CHAPITRE 2 | 2-1 |
| DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES | 2-1 |
| SECTION 1 : Domaine d'application | 2-1 |
| 8 Bâtiments assujettis | 2-1 |
| 9 Exemptions | 2-1 |
| 10 Reconstruction | 2-1 |
| SECTION 2 : Administration et application du règlement..... | 2-2 |
| 11 Administration du règlement | 2-2 |
| 12 Application du règlement | 2-2 |
| 13 Pouvoirs de la personne chargée de l'application | 2-2 |
| 14 Obligation du propriétaire ou de l'occupant d'un bien meuble ou immeuble | 2-3 |
| CHAPITRE 3 | 3-1 |
| NORMES DE CONSTRUCTION..... | 3-1 |
| 15 Recueil de normes | 3-1 |
| 16 Fondations des bâtiments principaux | 3-1 |
| 17 Éléments de protection ou de fortification d'une construction | 3-1 |
| 17.1 Démolition et reconstruction de construction ou de bâtiment sinistré | 3-2 |
| 18 Démolition de construction ou de bâtiment désaffecté | 3-3 |
| 19 Niveau inférieur du plancher sur le pourtour du lac Boivin | 3-3 |
| 20 Normes régissant l'aménagement d'une résidence privée d'hébergement | 3-3 |
| 21 Normes régissant l'aménagement d'une maison de chambres | 3-4 |
| 22 Logement sous le plancher du premier étage | 3-4 |
| 23 Balcon | 3-4 |
| 24 Toilettes à faible débit | 3-4 |
| CHAPITRE 4 | 4-1 |
| DISPOSITIONS PÉNALES | 4-1 |
| 25 Infraction et pénalité..... | 4-1 |
| 26 Récidive | 4-1 |
| 27 Recours..... | 4-1 |
| 28 Frais | 4-2 |
| 29 Prescription | 4-2 |
| 30 Responsabilité du propriétaire | 4-2 |
| CHAPITRE 5 | 5-1 |
| ENTRÉE EN VIGUEUR..... | 5-1 |

PROVINCE DE QUÉBEC

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

VILLE DE GRANBY

**RÈGLEMENT NUMÉRO 0668-2016
DE CONSTRUCTION**

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Granby a le pouvoir, en vertu de la loi, d'adopter, de modifier ou de remplacer un règlement concernant la construction sur son territoire;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné le 7 novembre 2016.

POUR CES MOTIFS,

le 5 décembre 2016, le conseil municipal décrète ce qui suit :

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1 TITRE

Le présent règlement est intitulé « Règlement de *construction* ».

2 TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la ville de Granby.

3 REMPLACEMENT DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace le règlement n° 0131-2008 et ses amendements du territoire de la ville de Granby.

SECTION 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

4 PRIMAUTÉ D'APPLICATION

En cas d'incompatibilité entre eux, les règlements d'urbanisme et le recueil de normes de *construction* faisant partie du présent règlement sont appliqués dans l'ordre de primauté suivant : le Règlement de zonage, le Règlement de *construction* et le recueil de normes.

5 SYSTÈME DE MESURE

Toutes les dimensions données dans le présent règlement sont indiquées selon le système international (SI).

6 TERMINOLOGIE

Les mots et les expressions utilisés dans le présent règlement ont le sens que leur donne, dans l'ordre de primauté :

- 1° Le présent règlement;
- 2° Le Règlement de zonage.

7 DÉFINITIONS SPÉCIFIQUES

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **Code de construction du Québec** » : Le sens que lui donne l'article 15 du présent règlement.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

SECTION 1 : DOMAINE D'APPLICATION

8 BÂTIMENTS ASSUJETTIS

Le présent règlement s'applique aux *bâtiments* suivants :

- 1° À tout nouveau *bâtiment*;
- 2° À toute partie agrandie ou transformée d'un *bâtiment*;
- 3° Dans le cas de la démolition d'un *bâtiment*, aux travaux à exécuter sur la partie non démolie du *bâtiment*;
- 4° Au *bâtiment* qui est déplacé sur un même *terrain*, mais uniquement en regard des distances limitatives (surface de rayonnement) minimales des codes ainsi que des normes concernant les fondations;
- 5° Au *bâtiment* déplacé sur un autre *terrain*;
- 6° À toute partie de *bâtiment* présentant une condition dangereuse;
- 7° Au *bâtiment*, ou partie de *bâtiment*, faisant l'objet d'un changement d'usage.

9 EXEMPTIONS

Le présent règlement ne s'applique pas :

- 1° Aux travaux d'utilité publique effectués dans une rue ou sur l'emprise d'une voie de circulation;
- 2° Aux poteaux et aux pylônes de services publics, aux antennes de télévision, de radio ou d'autres moyens de télécommunication, à l'exception des charges exercées par ceux qui sont situés sur un *bâtiment* ou qui y sont fixés;
- 3° Aux barrages et aux *constructions* hydroélectriques ou de régularisation de débit d'eau ou de gaz;
- 4° Aux équipements mécaniques ou autres équipements non mentionnés spécifiquement dans les présentes exigences;
- 5° Aux *bâtiments accessoires* à un usage résidentiel ou dont l'aire au sol est égale ou inférieure à 20 m².

10 RECONSTRUCTION

La reconstruction ou la réfection de tout *bâtiment* détruit, devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur inscrite au rôle d'évaluation, telle valeur doit être établie par un évaluateur agréé, par suite d'un incendie ou de quelque autre cause, doit être effectuée en

conformité avec les règlements d'urbanisme en vigueur au moment de cette reconstruction ou réfection.

SECTION 2 : ADMINISTRATION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT

11 ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT

Le greffier de la Ville est chargé de l'administration du présent règlement.

12 APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'inspecteur en *bâtiment*, le chef inspecteur, l'inspecteur en hygiène publique et environnement, le technicien en urbanisme, le technicien en aménagement, l'aménagiste, l'urbaniste, l'urbaniste senior et chargé de projets au développement du territoire ainsi que le directeur du Service de la planification et de la gestion du territoire sont chargés d'appliquer le présent règlement.

(règl. n° 0716-2017 art. 2.1)

13 POUVOIRS DE LA PERSONNE CHARGÉE DE L'APPLICATION

La personne chargée d'appliquer le règlement exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement et notamment :

- 1° Peut visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de maisons, de *bâtiments* ou d'édifices quelconques pour constater si ce règlement, les autres règlements ou les résolutions du conseil municipal y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la Ville du pouvoir de délivrer un permis ou un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission qui lui est conférée par une loi ou un règlement;
- 2° Peut mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout *bâtiment* qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger;
- 3° Peut mettre en demeure de faire exécuter tout *ouvrage* de réparation qui lui semble opportun pour la sécurité de la *construction* et recommander au conseil municipal toute mesure d'urgence;
- 4° Peut mettre en demeure de rectifier toute situation constituant une infraction aux règlements d'urbanisme;
- 5° Peut recommander au conseil municipal de prendre toute mesure nécessaire pour que cesse la *construction*, l'occupation ou l'utilisation d'une partie de *lot*, d'un *terrain*, d'un *bâtiment* ou d'une *construction* incompatible avec les règlements d'urbanisme;
- 6° Peut enquêter sur toute plainte en regard du présent règlement;
- 7° Peut délivrer un constat d'infraction.

14 OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'OCCUPANT D'UN BIEN MEUBLE OU IMMEUBLE

Le propriétaire ou l'occupant d'une propriété mobilière ou immobilière, d'une maison, d'un *bâtiment* ou d'un édifice quelconque a l'obligation de laisser pénétrer la personne chargée de l'application du règlement aux fins d'examen ou de vérification, à toute heure raisonnable, relativement à l'exécution ou au respect de ce règlement, des règlements ou des résolutions du conseil municipal de la Ville.

Sur demande, la personne chargée de l'application du règlement qui procède à une inspection doit établir son identité et exhiber le certificat délivré par la Ville, attestant sa qualité.

CHAPITRE 3

NORMES DE CONSTRUCTION

15 RECUEIL DE NORMES

1° Code de construction

Le *Code de construction du Québec*, Chapitre I - *Bâtiment*, et Code national du *bâtiment* - Canada 2005 (intégrant les modifications du Québec) (volumes 1 et 2), à l'exception du paragraphe b) du premier alinéa de l'article 1.2.1.1. de la partie 1 ainsi que des parties 2 et 3 de la Division A, fait partie intégrante du présent règlement et s'applique à tout *bâtiment* qui fait l'objet d'une exemption de l'application de la Loi sur le *bâtiment* (L.R.Q., c. B-1.1).

Les amendements au *Code de construction* précédemment cité, postérieurs à l'entrée en vigueur du présent règlement, en feront également partie intégrante à compter de la date fixée dans la résolution du conseil municipal adoptant ces amendements.

2° Les modifications au Code de construction

Les modifications suivantes sont apportées au *Code de construction* appliqué :

- a) remplacer à l'article 9.7.1.5. paragraphe 2) sous-paragraphe a), les termes « 900 mm » par « 600 mm » afin de changer la hauteur minimale des appuis de fenêtres qui ne sont pas protégés pour 600 mm;
- b) ajouter à la section 9.7. (Fenêtres et lanterneaux) l'article suivant :
La surface minimale d'une fenêtre, incluant l'ensemble de ses composantes tels les cadres, située dans une pièce d'une *habitation* ou une pièce où l'on dort, et qui doit être dégagée, est de :
 - i. 5 % de l'aire de plancher d'une chambre,
 - ii. 10 % de l'aire de plancher d'une salle de séjour principale ou d'une salle à manger principale,
 - iii. 10 % de l'aire d'une cuisine, d'un coin-cuisine, d'une buanderie, d'une salle de bain, d'un boudoir, d'une salle de cinéma maison, d'une salle de jeu, d'un sous-sol non aménagé et d'une autre pièce non mentionnée, lorsqu'une pièce mentionnée au présent paragraphe n'est pas munie d'un dispositif d'éclairage électrique.

16 FONDATIONS DES BÂTIMENTS PRINCIPAUX

Tout *bâtiment principal*, à l'exception de *maisons mobiles* ou *unimodulaires*, doit être construit sur des fondations permanentes. L'utilisation de blocs de béton est prohibée.

17 ÉLÉMENTS DE PROTECTION OU DE FORTIFICATION D'UNE CONSTRUCTION

L'utilisation de matériaux et l'assemblage de matériaux de *construction* en vue d'assurer le blindage d'un *bâtiment* contre les projectiles d'armes à feu ou les explosions sont prohibés pour les *bâtiments* affectés aux usages résidentiels et à certains usages commerciaux soit les établissements hôteliers, les établissements reliés à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées, les établissements à caractère érotique et les établissements de jeux électroniques.

Sans restreindre la généralité de l'alinéa précédent, sont notamment prohibées :

- 1° L'installation de verre de type laminé (H-6) ou tout autre verre pare-balles dans les fenêtres et les portes;
- 2° L'installation de volets de protection en acier à l'intérieur ou à l'extérieur du *bâtiment* sauf si nécessaire pour sécurité incendie, comme il est exigé par le *Code de construction du Québec*;
- 3° L'installation de portes blindées ou spécialement renforcées pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu;
- 4° L'installation de grillage ou de barreaux de métal que ce soit aux portes ou aux fenêtres, à l'exception de celles du sous-sol ou de la cave;
- 5° L'installation de murs ou de parties de mur intérieur ou extérieur au *bâtiment* en béton armé ou non armé, en acier blindé ou spécialement renforcés pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu ou d'explosifs;
- 6° L'installation d'une tour d'observation ou d'un mirador en béton armé ou non armé, en acier blindé ou spécialement renforcé pour résister à l'impact de projectiles d'armes à feu ou d'explosifs;
- 7° L'utilisation de matériaux rigides ou souples possédant des propriétés balistiques;
- 8° Des fenêtres meurtrières.

De plus, tout *bâtiment* dérogatoire aux normes édictées au présent article, existant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement et faisant partie des usages des groupes d'usages énumérés ci-dessus doit, dans un délai de six (6) mois, faire l'objet d'une réfection ou d'une reconstruction afin de le rendre conforme aux dispositions du présent article.

17.1 DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DE CONSTRUCTION OU DE BÂTIMENT SINISTRÉ

Un rapport d'évaluateur statuant sur la perte de valeur du *bâtiment* doit être soumis dans un délai de trois (3) mois suivant un sinistre (incendie, inondation ou autres) qui pourrait entraîner la reconstruction ou la démolition d'un *bâtiment principal*.

La démolition ou la reconstruction d'un *bâtiment* sinistré doit être faite en conformité avec les délais suivants :

- 1° Dans le cas d'un *bâtiment* ayant perdu plus de 50 % de sa valeur :
 - a) la démolition doit être complétée dans un délai de six (6) mois suivant le sinistre;
 - b) pour la reconstruction, une demande de permis complète doit être déposée dans un délai de six (6) mois suivant le sinistre;
 - c) la reconstruction doit être entreprise dans un délai de douze (12) mois suivant le sinistre.
- 2° Dans le cas d'un *bâtiment* ayant perdu 50 % et moins de sa valeur :
 - a) la démolition doit être conforme à la réglementation relative à la démolition d'*immeubles* en vigueur;
 - b) pour la reconstruction, une demande de permis complète doit être déposée dans un délai de six (6) mois suivant le sinistre;
 - c) la reconstruction doit être entreprise dans un délai de douze (12) mois suivant le sinistre.
(règl. n° 0716-2017 art. 3.1)

18 DÉMOLITION DE CONSTRUCTION OU DE BÂTIMENT DÉSAFFECTÉ

Toute personne démolissant un *bâtiment* doit libérer le *terrain* de tous débris. Toutes excavations, puits, fosses, *piscines creusées* non utilisées ou désaffectées doivent être comblés et le *terrain* doit être nivelé dans les soixante (60) jours de la démolition, de la cessation d'usage ou de la désaffectation.

19 NIVEAU INFÉRIEUR DU PLANCHER SUR LE POURTOUR DU LAC BOIVIN

Sur les *rives* du *lac* Boivin, entre la route 112 (rue Denison Est) et la rue Drummond, en amont du barrage situé entre les ponts de la rue de la Gare et de la rue Mountain, le niveau de tout plancher destiné à être utilisé à des fins de *logement* ou à un *usage principal* doit être égal ou supérieur à l'élévation géodésique 116,7 m.

20 NORMES RÉGISSANT L'AMÉNAGEMENT D'UNE RÉSIDENCE PRIVÉE D'HÉBERGEMENT

L'aménagement d'une *résidence privée d'hébergement* doit respecter les normes suivantes :

- 1^o Les chambres en location doivent :
 - a) avoir une superficie au sol d'au moins 8,5 m² si elles sont prévues pour une seule personne et d'au moins 15 m² si elles sont prévues pour deux personnes, sans tenir compte des espaces de rangement, des penderies et des placards incorporés;
 - b) être munies d'au moins un espace de rangement, une penderie ou un placard incorporé par personne.
- 2^o Une pièce commune servant de salle de séjour doit être aménagée et mise à la disposition des résidents. Cette pièce ne peut, en aucun cas, être inférieure à 10 m². Lorsque cette résidence ne comprend que des chambres en location, la superficie au sol est calculée en fonction du nombre de chambres à raison de 2 m² par chambre plus petite que 15 m² et de 4 m² pour une chambre de 15 m² et plus, sans jamais être inférieure à 10 m².
- 3^o Une aire de détente extérieure doit être aménagée et mise à la disposition des résidents et être facilement accessible.
- 4^o Une salle de bain complète comprenant un lavabo, une baignoire et une cuvette de toilettes doit être disponible pour les résidents sur chacun des *étages* lorsque la *résidence privée d'hébergement* comprend des chambres en location sur l'*étage*.
- 5^o En plus de la salle de bain complète exigée au paragraphe précédent, il doit y avoir :
 - a) au moins une salle d'eau comprenant un lavabo et une cuvette de toilettes pour 4 résidents incluant le propriétaire, les membres de sa famille et les locataires; et
 - b) au moins 2 salles d'eau pour plus de 4 résidents. Toutefois, il est permis de remplacer chaque salle d'eau par une salle de bain complète supplémentaire.
- 6^o Pour les résidences privées d'hébergement ayant moins de 9 résidents, un avertisseur de fumée conforme à la norme CAN/ULC-S531-M doit être installé dans chaque chambre en location, dans chaque logement et dans chaque pièce commune. Ces avertisseurs doivent tous être reliés de façon à se déclencher automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.

21 NORMES RÉGISSANT L'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DE CHAMBRES

L'aménagement d'une maison de chambres doit respecter les normes suivantes :

1^o Les chambres en location doivent :

- a) avoir une superficie au sol d'au moins 8,5 m² si elles sont prévues pour une seule personne et d'au moins 15 m² si elles sont prévues pour deux personnes, sans tenir compte des espaces de rangement, des penderies et des placards incorporés;
- b) être munies d'au moins un espace de rangement, une penderie ou un placard incorporé par personne.

2^o Une salle de bain complète comprenant un lavabo, une baignoire et une cuvette de toilettes doit être disponible pour les résidents sur chacun des *étages* lorsque la maison de chambres comprend des chambres en location sur l'*étage*.

22 LOGEMENT SOUS LE PLANCHER DU PREMIER ÉTAGE

Dans toutes les zones où l'usage résidentiel est autorisé et où l'on permet plus d'un *logement* par *bâtiment principal*, il est permis d'aménager un *logement* sous le plancher du premier *étage*, pourvu que le plafond de ce *logement* soit situé à au moins 1,2 m au-dessus du *niveau moyen du sol* sur une projection d'au moins 2 m, mesuré à partir du mur extérieur délimitant une pièce du *logement* où il est exigé un éclairage naturel en vertu du présent règlement.

23 BALCON

Chaque *logement* situé au-dessus du premier *étage* doit être pourvu d'un balcon d'une superficie minimale de 3 m².

Toutefois, pour toute transformation de *bâtiment* ayant servi à des usages autres que résidentiels, le balcon peut être remplacé par une place extérieure. La superficie de la place extérieure doit être équivalente à deux fois la superficie de la somme de tous les balcons exigés.

Pour toute transformation de *bâtiment* résidentiel ne respectant pas le premier alinéa du présent article, le balcon peut être remplacé par une place extérieure dans le cas où le *bâtiment* n'a pas le nombre de balcons requis et qu'il a été construit ou transformé conformément à la réglementation applicable. La superficie de la place extérieure doit être équivalente à deux fois la superficie de la somme de tous les balcons exigés.

La place extérieure aménagée au sol doit être recouverte d'un matériau antidérapant. L'emploi de sable, de terre battue, de poussière de pierre, d'asphalte, de gravier ou de pierre concassée est toutefois interdit. La place extérieure aménagée sur le toit doit être pourvue d'un plancher posé sur la toiture et doit également être recouverte d'un matériau antidérapant, et entourée d'un garde-corps, conformément au *Code de construction du Québec*. Dans le cas où la place extérieure est un balcon commun, ce balcon doit être recouvert d'un matériau antidérapant.

24 TOILETTES À FAIBLE DÉBIT

Toute cuvette de toilettes nouvellement installée dans un *bâtiment* doit être conçue pour fournir un débit d'eau d'au plus 6 litres par chasse d'eau.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS PÉNALES

25 INFRACTION ET PÉNALITÉ

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction.

1^o Si le contrevenant est une personne physique :

En cas de première infraction, il est passible d'une amende minimale de 500 \$ et d'une amende maximale de 1 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

En cas de première récidive, l'amende minimale est de 1 000 \$ et l'amende maximale de 2 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

Pour les récidives subséquentes, l'amende minimale est de 1 000 \$ et l'amende maximale de 3 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

Malgré ce qui précède, lorsque l'infraction se rapporte à un manquement relatif aux éléments de protection ou de fortification d'une *construction*, l'amende minimale est majorée au montant fixé pour l'amende maximale.

2^o Si le contrevenant est une personne morale :

En cas de première infraction, il est passible d'une amende minimale de 1 000 \$ et d'une amende maximale de 2 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

En cas de première récidive, l'amende minimale est de 2 000 \$ et l'amende maximale de 3 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

Pour les récidives subséquentes, l'amende minimale est de 2 000 \$ et l'amende maximale de 4 000 \$ et les frais pour chaque infraction.

Malgré ce qui précède, lorsque l'infraction se rapporte à un manquement relatif aux éléments de protection ou de fortification d'une *construction*, l'amende minimale est majorée au montant fixé pour l'amende maximale.

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, des contraventions distinctes.

26 RÉCIDIVE

Lorsque le règlement prévoit une peine plus forte en cas de récidive, elle ne peut être imposée que si la récidive a lieu dans les deux (2) ans de la déclaration de culpabilité du contrevenant pour une infraction à la même disposition que celle pour laquelle une peine plus forte est réclamée.

27 RECOURS

Malgré les articles qui précèdent, la Ville peut également exercer tous les autres recours nécessaires pour faire observer les dispositions du présent règlement.

28 FRAIS

Les frais s'ajoutent aux peines prévues au présent règlement. Ils comprennent les coûts se rattachant à l'exécution du jugement.

29 PRESCRIPTION

Toute poursuite pénale se prescrit par un (1) an à compter de la date de connaissance par la municipalité de la perpétration de l'infraction.

30 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

Le propriétaire d'un *immeuble* est responsable des infractions commises en contravention du présent règlement.

CHAPITRE 5

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Pascal Bonin, maire

M^e Catherine Bouchard, directrice des
Services juridiques et greffière

Signé le 9 décembre 2016.

En vigueur le 20 décembre 2016.

RÈGLEMENT NUMÉRO 0668-2016 DE CONSTRUCTION

LISTE DES MODIFICATIONS

| N° de règlement | Objet | Réf. | Date d'adoption | Entrée en vigueur |
|-----------------|--|------|-----------------|--------------------------------|
| 0668-2016 | règlement de construction | | 16 12 05 | 16 12 20 (CC) 16 12 31 (AP) |
| 0716-2017 | art. 2 - modifier l'article 12 de façon à apporter des précisions concernant les personnes chargées de l'application du règlement art. 3 - ajouter l'article 17.1 intitulé « Démolition et reconstruction de construction ou de bâtiment sinistré » | | 17 09 05 | 17 09 19 (CC) 17 09 23 (AP) |
| | | | | |
| | | | | |

(CC) : Certificat de conformité au schéma d'aménagement de la M.R.C.

(AP) : Avis de promulgation.

Révisé le 3 octobre 2017.